

Face au poker menteur des grandes puissances, aux travailleuses et aux travailleurs de renverser la table !

Avec la vulgarité et la brutalité mafieuse qui les caractérisent, Donald Trump et son vice-président, J.D. Vance, ont donné une belle leçon d'impérialisme devant les télévisions du monde entier. Face à Zelensky, le dirigeant ukrainien, pas assez docile à leurs yeux, ils ont monté le ton, estimant avoir toutes les « cartes » dans leurs mains.

Depuis son retour au pouvoir, Trump ne cache pas sa volonté d'imposer au monde la puissance américaine. Multipliant les félicitations à Poutine, il entend participer avec lui au dépeçage de l'Ukraine : pour Poutine et ses oligarques, les terres conquises au prix de centaines de milliers de morts ; pour les trusts américains, les minerais du reste du pays. Qu'importe le sort des peuples dans ce partage entre grandes puissances ! Et quand Zelensky ose réclamer des garanties que la guerre de conquête lancée par Poutine ne reprendra pas de plus belle à la première occasion, c'est Trump qui vient lui rappeler qu'il n'est rien face aux puissants et ne peut rien exiger.

Les pays européens tentent de s'inviter à la table du festin

Mis sur la touche par leur tutelle américaine, les dirigeants européens sont en plein désarroi. Sommet européen avec Kiev ce dimanche à Londres, Conseil européen extraordinaire à Bruxelles jeudi 6 mars, les concertations se multiplient. Mais les dirigeants européens n'ont rien de plus à offrir au peuple ukrainien. En réalité, ils veulent avant tout obtenir leur part du gâteau. Sébastien Lecornu, le ministre français de la Défense, a d'ailleurs annoncé jeudi 27 février qu'il souhaitait, comme Trump, conclure un accord sur les minerais avec Kiev...

De Keir Starmer, Premier ministre britannique, à Giorgia Meloni, la Première ministre italienne d'extrême droite, qui ne cache pas son admiration pour Trump, tous affichent, derrière leurs divisions, la volonté commune de consacrer toujours plus de budget à l'armement et aux dépenses militaires. Sous prétexte qu'il faut désormais « nous » défendre, puisque désengagement américain en Europe il y a.

Comme si nous pouvions leur faire confiance pour cela alors que, aujourd'hui comme hier, les mêmes ne font qu'attaquer les classes populaires : qui peut croire que Macron, le président des riches, en se posant en leader de l'Europe de la défense et en appelant à « acheter européen », a autre chose en tête que les intérêts des industriels français du secteur – Airbus, Thalès, Safran, Dassault...

À l'union des exploités et des milliardaires, il faut opposer l'union des travailleurs et travailleuses

Trump, Macron, Poutine et consorts façonnent un monde de chômage et de misère. Et de guerre.

En Ukraine, la colère est profonde, non seulement contre Poutine, mais aussi contre Zelensky qui a facilité les licenciements et fermé de nombreux services publics, alors qu'un certain nombre de patrons ukrainiens ont multiplié leurs profits. Et contre les dirigeants du monde impérialiste qui se fichent pas mal de leur sort.

Chaque déclaration guerrière, et surtout chaque augmentation des budgets militaires, augmente la probabilité de guerre, en fait nous en rapproche. C'est le risque que nous courons si nous laissons les mains libres aux capitalistes et aux chefs d'État à leur service. Aucune solution ne viendra d'eux, ni de ceux qui se mettent à leur remorque, comme l'a fait Zelensky en s'alignant totalement derrière les grandes puissances occidentales.

Contre la militarisation grandissante de la société, contre les rivalités impérialistes, ce qu'il faut, c'est l'union de tous les travailleurs, exploités, opprimés, pour en finir avec ce système !

La mobilisation contre la fermeture du centre de santé doit continuer !

Samedi 1er mars avait lieu une manifestation devant la Cramif et dans le quartier contre la fermeture du centre de santé. Cette manifestation était à l'initiative d'organisations syndicales associatives et politiques et a compté une centaine de personnes dont des usagers. La manif a même été relayée par France 3.

Mercredi 5 mars une réunion est organisée à l'initiative de la direction avec les salariés et des élus. La direction espère faire passer son projet en proposant des reclassements.

Aucun reclassement, aucun licenciement ! Le centre de santé ne doit pas fermer. Où iront se faire soigner les gens ? Dans des groupes privés, type Ramsay, Vyv... ?

Arpège : encore une fausse bonne idée

Arpège le futur logiciel de gestion automatique des arrêts maladie était censé être généralisé à toute la France après un test en Loire-Atlantique et Vendée. Quel désastre ! Au moins 8 000 assurés se retrouvent privés d'indemnités journalières depuis des mois. Suite à la mobilisation des salariés de la CPAM, des assurés et du scandale, la direction de la CNAM a annoncé suspendre le déploiement.

C'est Thomas Fatôme qui devrait être suspendu... définitivement !

8 mars, journée internationale de lutte des femmes !

En France, la liberté de recourir à l'avortement est inscrite depuis un an dans la Constitution. Mais, faute d'un nombre suffisant de centres de santé le pratiquant, il est en fait de plus en plus difficile d'y accéder. Si les violences sexuelles sont enfin dénoncées, dans le milieu du cinéma notamment, les féminicides sont néanmoins toujours aussi nombreux. Les femmes sont toujours moins bien payées, moins considérées, reléguées au rôle de mères. Dans le monde, les femmes voient leurs droits attaqués, notamment par des gouvernements d'extrême droite, comme aux États-Unis avec Trump.

Samedi 8 mars, prenons la rue pour exprimer notre refus de ces violences et discriminations sexistes. Nous avons, toutes et tous, tout à gagner à un monde où chacun sera considéré de la même façon, quel que soit son sexe et son genre !



**Rendez-vous
samedi 8 mars à 14h
à République
pour la manifestation
parisienne !**

Fermeture du Service Contrôle Médical : suites et, on espère, fin ?

Depuis septembre, la direction de la CNAM avançait un projet de réorganisation du Service Contrôle Médical, aussitôt ajouté au projet de loi du gouvernement concernant le financement de la Sécurité Sociale (PLFSS 2025). Quelle concordance ! Malgré le passage du PLFSS, le Conseil Constitutionnel a retoqué l'article sur le Service Contrôle Médical, comme n'ayant, à juste titre, aucun lien avec le financement de la sécurité sociale.

Bien que la direction de l'Assurance maladie se trouve en grande difficulté sur ce projet de suppression du Service Contrôle Médical, elle annonce ne pas les abandonner. Une manière de garder la face, mais pas que !

C'est en se mobilisant, salariés, assurés sociaux et usagers, que nous enterrerons définitivement ces politiques de destruction du droit à la protection sociale et aux soins.

Martinique : exemption de TVA sur plus de 6 000 produits

L'exemption de TVA sur 69 familles de produits de grande consommation est entrée en application, ce qui devrait mécaniquement faire baisser les prix de 6 000 d'entre eux. Un résultat de la lutte résolue menée par la population, qui se bat depuis des mois contre la vie chère et des prix 40 % plus élevés qu'en Métropole. Mais cette solution épargne les super-profits que réalisent les grandes enseignes de la distribution dont notamment le groupe Bernard Hayot qui possèdent onze hypermarchés Carrefour et plusieurs franchises comme Decathlon et Mr. Bricolage. Pour eux, les marges indécentes ne baisseront pas.

Grèce : grève générale pour la sécurité ferroviaire

Une grève générale massive du public et du privé, en mémoire des 57 victimes d'une collision ferroviaire survenue le 28 février 2023 entre un train de voyageurs et un train de marchandises, vient de se dérouler dans le pays. Cette grève a entraîné l'arrêt des trains, des ferries, des bus et des tramways, ainsi que l'annulation de nombreuses liaisons aériennes. Plus de 325 000 personnes ont manifesté dans 200 villes, dont 180 000 à Athènes. L'accident était dû en partie à l'état vétuste du réseau ferroviaire, notamment l'absence de mise aux normes des systèmes de sécurité, mais aussi au manque criant de personnel. De plus, un rapport d'experts a révélé que le train de marchandises transportait une cargaison illégale de produits chimiques explosifs, contribuant au nombre élevé de victimes. Les manifestants ont notamment exprimé leur colère envers le gouvernement, l'accusant de dissimuler les responsabilités.